

ANALYSE DOCUMENTAIRE



JUILLET 2018 / PLAISIANS

LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT AU REGARD DU GRAND BARGAIN

SOMMAIRE

- 1/ Introduction
- 3/ 1^{er} engagement
- 4/ 2^{ème} engagement
- 6/ 3^{ème} engagement
- 9/ 4^{ème} engagement
- 10/ 5^{ème} engagement
- 11/ Conclusion
- 12/ Bibliographie



Think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités..

INTRODUCTION

En mai 2016, le Sommet humanitaire mondial a appelé à un changement dans la gestion, la planification et la mise en œuvre de l'action humanitaire. Dans son rapport *Une seule humanité, des responsabilités partagées*¹, en amont de ce sommet, le Secrétaire général des Nations unies a lancé un appel mondial afin de « changer la vie des gens : passer de la fourniture de l'aide à la fin des besoins ». Il insiste pour que les Objectifs du Développement Durable, à atteindre en 2030, ne délaissent personne et fait référence à la mise en place d'un cadre de travail commun entre les acteurs humanitaires et ceux du développement afin d'assurer au mieux la sécurité, la dignité et la capacité de s'épanouir des populations vulnérables et des populations les plus à risque.

Au cours de ce Sommet humanitaire mondial, 18 bailleurs de fonds et 16 organisations internationales de l'aide d'urgence

¹ *One Humanity: Shared Responsibility, Report of the Secretary-General for the World Humanitarian Summit, United Nations, 2016*
<https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/Secretary-General%27s%20Report%20for%20WHS.pdf>

(agences onusiennes, ONG internationales et Mouvement de la Croix-Rouge) ont signé *The Grand Bargain – A shared Commitment to Better Serve People in Need*², rapport qui décrit 51 engagements mutuels pour atteindre dix objectifs destinés à accroître l'efficacité de l'aide d'urgence. Le dixième objectif de cette « Grande négociation » consiste à renforcer le lien entre acteurs humanitaires et du développement, à agir pour une meilleure collaboration au-delà des frontières institutionnelles, toujours dans le respect des principes humanitaires, et particulièrement dans les situations de fragilité et de crises prolongées³. Cet objectif se décline lui-même en cinq engagements que nous détaillerons dans l'analyse ci-dessous.

Il faut toutefois rappeler que la réflexion et le travail autour du nexus humanitaire-développement n'est pas nouveau : il y a vingt ans déjà, le Groupe URD, avec la collaboration d'ONG d'urgence et de développement, publiait l'ouvrage *Entre urgence et développement*⁴ qui montrait, entre autres, l'importance d'associer les organisations spécialistes des deux approches.

La nécessité d'améliorer la coopération entre acteurs humanitaires et du développement est reconnu au sein des Nations unies depuis quelques années maintenant. L'adoption, en 2006, du cadre de travail *Delivering as One*⁵ était une première étape pour amener les acteurs du développement à coopérer avec les humanitaires. De leur côté, les humanitaires ont été appelé à renforcer l'action collective en 2005 avec l'adoption de l'approche Cluster du Inter-Agency Standing Committee. Dans cette structuration, deux dynamiques contradictoires ont émergé autour du concept de « relèvement précoce » et de son cluster dédié. En effet, ce cluster devait à la fois promouvoir le lien urgence-développement dans tous les clusters spécifiques (santé, eau, etc.) et mettre en place des activités spécifiques pouvant favoriser ce lien (travail avec les institutions de l'état, déminage, etc.)⁶.

Pour une compréhension claire de l'historique sur ce lien, on peut se référer à l'étude *The Continuum of Humanitarian Crises Management: Multiple Approaches and the challenge of Convergence*⁷. Elle s'interroge sur la suite donnée aux réponses aux crises humanitaires et compare différentes approches du lien urgence-développement en s'appuyant sur le travail effectué autour de la réduction des risques de désastres et de la construction de la paix. Tout en décrivant ses avantages et ses inconvénients, les auteurs présentent un modèle d'activités à partir d'une compréhension simple et commune du concept vers laquelle tous les acteurs peuvent se rassembler.

Depuis quelques années, la complexification des crises a renforcé la prise de conscience, au sein de tout le secteur de l'aide, qu'une réforme en profondeur est fortement nécessaire, impliquant notamment le chevauchement entre les actions de court et long terme. Cela suppose un changement de paradigme vis-à-vis des pratiques actuelles et plus traditionnelles de l'aide, de nouveaux partenariats entre différents types d'interventions pour répondre aux objectifs de développement, de sécurité et de paix⁸. Telle est l'ambition des signataires du *Grand Bargain*, et nous verrons maintenant quelles avancées ont été menées depuis 2016. Notons tout de même qu'un groupe de travail a été mis en place pour suivre la mise en œuvre de ces 5 engagements. Hélas, il a été clos en mars 2018, à la demande des co-conveners (PNUD et Danemark). En effet, peu d'actions collectives avaient été mises en place mais les participants regrettent cette décision et s'inquiètent quant aux modalités de poursuite de la réflexion sur cet enjeu important.

² *The Grand Bargain – A Shared Commitment to Better Serve People in Need*, WHS, 2016
https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2018/Jan/Grand_Bargain_final_22_May_FINAL-2.pdf

³ *The Grand Bargain explained: an ICVA briefing paper*, ICVA, 2016
https://www.icvanetwork.org/system/files/versions/Grand_Bargain_Explained_ICVAbriefingpaper.pdf

⁴ *Entre urgence et développement*, F. Grünwald, C. Pirotte, URD <https://www.urd.org/Entre-Urgence-et-Developpement>

⁵ *Delivering as One*, UN, 2006 <http://www.un.org/events/panel/resources/pdfs/HLP-SWC-FinalReport.pdf>

⁶ *Cluster II evaluation*, GPPI/Groupe URD, 2010, <https://www.urd.org/article/evaluation-de-l-approche-cluster>

⁷ *The Continuum of Humanitarian Crises Management: Multiple Approaches and the challenge of Convergence*, Oscar A. Gomez, Chigumi Kawaguchi, JICA Research Institute, 2016

⁸ *Time to let go: Remaking humanitarian action for the modern era*, C. Bennett, M. Foley, S. Pantuliano, HPG, ODI, 2016
<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10422.pdf>

1^{er} engagement

Mieux utiliser les ressources et les capacités existantes pour réduire les besoins humanitaires à long terme et dans le but de contribuer aux Objectifs du Développement Durable. Accroître la prévention, l'atténuation et la préparation à des mesures précoces afin d'anticiper et d'obtenir des ressources pour le relèvement. Cette question doit être au cœur de l'aide, non seulement pour les ONG et les bailleurs, mais aussi pour les gouvernements nationaux, la société civile et le secteur privé

À l'issue du Sommet humanitaire mondial, le Secrétaire général des Nations unies, huit agences onusiennes humanitaires et de développement, la Banque Mondiale et l'Organisation internationale des migrations ont signé le document *Commitment to Action* dans lequel ils s'engagent à mettre en œuvre une Nouvelle façon de travailler, le « New Way of Working⁹ », spécialement dans les pays en crise. L'objectif étant d'atteindre des « résultats collectifs pour l'ensemble du système des Nations unies et du secteur humanitaire et du développement dans son ensemble, en s'attaquant à la réalité des crises prolongées » et « de réduire les besoins, les risques et les vulnérabilités afin de contribuer au développement à plus long terme dans la logique des Objectifs du développement durable »¹⁰.

En septembre 2017, le réseau d'ONG ICVA publiait le rapport *The « New Way of Working » Examined*¹¹ dans lequel il revenait en détail sur cette approche, les acteurs impliqués, les opportunités et les risques ainsi que les conséquences pour les ONG et l'action humanitaire.

En janvier 2017, une première série de dialogues a lieu à Dakar, organisé conjointement par OCHA et le PNUD, pour réfléchir à la manière d'opérationnaliser les changements induits par le « New Way of Working », et renforcer le lien entre humanitaire et développement en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Dans son rapport de synthèse, OCHA reprend les principaux résultats et les étapes à mettre en œuvre¹².

Un an après le Sommet humanitaire mondial, une réunion à Istanbul faisait le point sur l'avancée de la mise en œuvre du « New Way of Working », en présentant des exemples concrets d'application dans certains pays et en émettant des recommandations pour la suite¹³.

Créé par le IASC en 2016, la « Task Team sur le renforcement du nexus humanitaire et développement en situation de crise prolongée »¹⁴ est également un mécanisme mis en place suite aux engagements du Grand Bargain pour renforcer la collaboration entre les différents acteurs. Le rapport de progrès 2017 présente les principales réalisations produites depuis lors¹⁵.

Toujours dans cette optique, les Nations unies et la Banque Mondiale ont conclu un accord de partenariat, en 2017, pour renforcer leur collaboration dans les situations de fragilités et de crise¹⁶.

⁹ *New way of Working*, OCHA, 2016 ;

https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/New%20Way%20of%20Working%20booklet_0.pdf

¹⁰ *Transcending humanitarian-development divide*, WHS, 2016

https://interagencystandingcommittee.org/system/files/whs_commitment_to_action_-_transcending_humanitarian-development_divides_0.pdf

¹¹ *The «New Way of Working» Examined*, ICVA, 2017 ; https://www.icvanetwork.org/system/files/versions/ICVA_NWoW_Briefing_paper.pdf

¹² *West and Central Africa Regional Policy Dialogue. The New Way of Working: from delivering aid to ending need*, OCHA, 2017

https://www.unocha.org/sites/unocha/files/2017_Dakar_NWOW_Workshop_Outcome_Document.pdf

¹³ *WHS High-level Anniversary event: Advancing the New Way of Working*, WHS, 2017

<https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2017/Jul/20170712%20WHS%20Anniversary%20Event%20New%20Way%20of%20Working%20report.pdf>

¹⁴ *IASC Task Team*, 2018 https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hdn_tt_tor.pdf

¹⁵ *IASC Task Team Progress Report*, 2018 https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hnd_tt_status_report_for_the_wg.pdf

¹⁶ *UN-WB Partnership Framework for crisis-Affected Situations*, 2017

https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2018/May/un-wb_partnership_framework_for_crisis-

En 2018, l'établissement du Comité directeur sur la collaboration en matière d'aide humanitaire et de développement, le « Joint Steering Committee on Humanitarian and Development Collaboration », par le Secrétaire général de l'ONU, s'inscrit dans la même démarche de ce « New Way of Working » avec l'objectif d'avancer vers des résultats collectifs.

Le document d'analyse *After the World Humanitarian Summit: Better Humanitarian-Development Cooperation for Sustainable Results on the Ground*¹⁷ définit les notions de "résultats collectifs", « d'avantages comparatifs » et montre en quoi la planification pluri-annuelle contribue au renforcement du nexus humanitaire-développement. Il donne des exemples concrets de partenariats, de cadres de travail et de plans de réponses.

Concernant la prévention et la réduction des risques, peu avant le Grand Bargain, le *Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030* reconnaissait déjà la gestion des risques comme partie intégrante du développement durable. Il posait un cadre d'action pour définir les priorités pour avancer dans la réduction des risques dans chaque pays, en incluant le cycle complet de gestion de crise et en définissant les modalités de coopération¹⁸.

De son côté, l'OCDE a publié un guide pratique *Humanitarian Development Coherence*¹⁹ pour aider les membres du Comité d'Aide au Développement et les bailleurs à mettre en pratique sur le terrain leur politique humanitaire. Cet outil présente les principes clés de cohérence nécessaires dans la coopération entre humanitaire et développement et propose des manières concrètes pour renforcer la cohérence chez les bailleurs afin de s'attaquer aux risques et vulnérabilités en contexte de crises prolongées.

Il faut toutefois noter que certaines voix s'élèvent pour mettre en garde. C'est le cas de Marc Dubois de MSF, dans son rapport *The cost of coherence*²⁰, il remet en question le fait de lier l'action humanitaire aux Objectifs du développement durable à un moment où le contexte mondial, selon lui, exige une indépendance encore plus grande.

2^{ème} engagement

Investir dans des solutions durables pour les réfugiés, les déplacés internes, dans un soutien durable aux migrants, aux rapatriés et aux communautés d'accueil, ainsi que pour toutes autres situations de vulnérabilités récurrentes.

En 2011, la décision N° 2011/20 du Secrétaire Général des Nations unies sur les solutions durables pour les déplacés internes était adoptée. L'objectif était de développer des stratégies pour des solutions durables en consultation avec les autorités nationales et autres partenaires. Devant les impacts très limités de cet effort, Ban Ki-moon exhorta la communauté internationale à travailler ensemble afin de réduire de 50% d'ici 2030 le nombre de personnes déplacées internes. La notion de « résultats collectifs » devint la norme en 2016 et encourageait les acteurs humanitaires et de développement à coopérer en coordination avec les gouvernements. Pour les Objectifs du développement durable, les déplacements internes sont un obstacle au développement durable.

[affected_situations_signed_22_april_2017.pdf](#)

¹⁷ *After the World Humanitarian Summit: Better Humanitarian-Development Cooperation for Sustainable Results on the Ground*, OCHA, UNDP, UNHCR, UNICEF, WFP, World Bank, CIC, 2016

https://cic.nyu.edu/sites/default/files/final_whs_hdag_thinkpiece_june_14_2016.pdf

¹⁸ *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030*, UNISDR, 2015

https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeframeworkfordisastertis.pdf

¹⁹ *Humanitarian Development coherence*, OCDE, 2017

<http://www.oecd.org/development/humanitarian-donors/docs/COHERENCE-OECD-Guideline.pdf>

²⁰ *The cost of coherence*, M. Dubois, MSF, 2016

https://arhp.msf.es/sites/default/files/MSF_EGS04_The%20cost%20of%20coherence_december%202016_0.pdf

Un large consensus s'est répandu dans tout le secteur de l'aide qui a vu l'émergence de différents mécanismes : Un mois avant le Sommet humanitaire mondial, le Forum de Wilton Park sur les nouvelles approches pour les déplacements forcés, convoqué par la Banque Mondiale, le UNHCR et le Royaume-Uni, insistait sur le besoin de partenariat entre humanitaire et développement en collaboration avec les systèmes nationaux et locaux, mais aussi avec les acteurs impliqués dans la sécurité et la paix, et le secteur privé. Le rapport²¹ du Forum, qui pose les principes de Wilton Park, propose notamment quelques exemples de bonnes pratiques dans certains pays comme en Jordanie, au Pakistan ou au Kenya.

Ce forum s'est appuyé sur le travail de Solutions Alliance²², réseau d'organisations et d'États créé en avril 2013, qui promeut cette approche collaborative afin de trouver des solutions durables aux déplacements internes en s'appuyant sur des expériences en Ouganda, Zambie, Tanzanie et Somalie.

En septembre 2016, l'Assemblée générale des Nations unies accueillait une réunion de haut niveau sur les déplacements massifs des réfugiés et des migrants. Celle-ci produit la *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants*²³ qui réaffirme l'importance de la protection des réfugiés et le soutien aux pays qui les accueillent. Cette déclaration énonce une vision fondée sur une réponse plus prévisible à ces crises, intitulée *Cadre d'action global pour les réfugiés (Comprehensive Refugee Response Framework* ou CRRF). Ce cadre d'action appelle à une intensification du soutien apporté aux réfugiés et aux pays qui les accueillent et repose sur l'idée selon laquelle les réfugiés doivent être inclus dès le début dans les communautés qui les accueillent. Lorsque les réfugiés ont accès à l'éducation et qu'ils ont le droit de travailler légalement, ils peuvent développer leurs compétences et être plus autonomes, contribuant ainsi aux économies locales des communautés qui les accueillent. Il est essentiel de permettre aux réfugiés de bénéficier des services nationaux et de les intégrer dans les plans de développement national, tant pour les réfugiés eux-mêmes que pour les communautés d'accueil. Ceci est d'ailleurs conforme à l'engagement de ne « laisser personne de côté » énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La *Déclaration de New-York* a donné pour mission au HCR de s'inspirer de ce cadre pour élaborer un *Pacte mondial sur les réfugiés (Global Compact on Refugees)*²⁴.

Le rapport d'OCHA *Breaking the impasse : Reducing protracted internal displacement as a collective outcome*²⁵ montre les enjeux liés à ces nouvelles approches de collaboration où chacun doit sortir de ses habitudes et adopter le regard de l'autre pour avancer et travailler ensemble. Il présente également les éléments essentiels pour garantir des résultats collectifs. Des études de cas en Colombie, République démocratique du Congo, Philippines, Somalie et Ukraine, proposent des exemples concrets liés à la gestion des déplacements internes. Des annexes montrent comment les Plans de Réponse Humanitaire (HRPs) et les Cadres d'assistance de développement des Nations unies (UNDAFs) ont intégré ces questions en 2016.

Concernant la question des financements, d'importantes initiatives de financements ont été mises en œuvre. Les « Refugee Compacts » sont des modèles innovants qui rassemblent, par des accords pluri-annuels, des bailleurs, des acteurs humanitaires et du développement, des acteurs du secteur privé et de la société civile sous la direction du pays d'accueil, dans le but d'obtenir des résultats durables pour les réfugiés et les communautés d'accueil. En 2017, l'International Rescue Committee et le Center for Global Development ont publié l'étude

²¹ *Forum on new approaches to protracted forced displacement, UNHCR, WB, DFID, 2016* <https://www.wiltonpark.org.uk/wp-content/uploads/WP1461-Report-1.pdf>

²² <http://www.solutionsalliance.org/>

²³ *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, UN, 2016* <http://www.unhcr.org/fr/591ae6f84>

²⁴ *Vers l'élaboration d'un Pacte mondial sur les réfugiés, UNHCR, 2017* <http://www.unhcr.org/fr/591ae7ab4>

²⁵ *Breaking the impasse: Reducing protracted internal displacement as a collective outcome, W. Kälin, H.E. Chapuisat, OCHA, 2017* <http://earlyrecovery.global/sites/default/files/case-studies/documents/breaking-the-impasse.pdf>

*Refugee Compacts : Addressing the Crisis of Protracted Displacement*²⁶ qui présente les caractéristiques de ces approches Compact et les résultats obtenus dans certains contextes. Ainsi, en Jordanie et au Liban, les accords entre la Banque Mondiale, les gouvernements et d'autres acteurs ont permis d'améliorer l'éducation et les moyens de subsistance.

La Banque Mondiale, la Banque islamique de développement, avec d'autres partenaires, ont créé le Global Concessional Financing Facility qui vise à accorder des financements concessionnels aux pays à revenu intermédiaire accueillant des réfugiés. La Banque Mondiale a ensuite ouvert une fenêtre de financement IDA-18 de 2 milliards de dollars sous forme de subventions et de prêts pour les pays à faibles revenus afin d'assurer les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil²⁷.

Le Trust Fund de l'Afrique de l'Union européenne adopté en novembre 2015 est censé s'attaquer aux racines de la déstabilisation, des déplacements forcés et de l'immigration irrégulière dans les pays fragiles affectés par des conflits.

L'engagement d'acteurs du développement, comme la Banque Mondiale, représente un changement radical pour la communauté internationale dans la manière de répondre aux crises des déplacements prolongés.

La Banque Mondiale et le HCR se sont également associés pour l'étude *Forcibly displaced: Toward a development approach supporting refugees, the Internally displaced and their hosts*²⁸, qui présente une analyse complète des déplacements forcés et qui place cette question au cœur de l'agenda du développement. Il présente des arguments en faveur de la combinaison du savoir-faire et des ressources humanitaires et de développement afin de réaliser des progrès sociaux et économiques durables pour les populations déplacées dans le monde et les communautés locales d'accueil.

Une des hypothèses à la base de la réflexion du nexus est qu'une rapide transition serait très efficace en réduisant la période de réponse humanitaire, en général assez coûteuse. Des analyses de l'efficacité de ces différentes approches ont été conduites. Certaines sont assez critiques. Ainsi, l'étude *Emergency humanitarian response to longer-term development in refugee crises*²⁹ de l'Institute of Development Studies s'intéresse à la question suivante : dans un contexte de crise des réfugiés, est-ce que le fait de passer d'une réponse humanitaire d'urgence à une réponse basée sur un développement à long terme favorisant l'autonomie et la résilience des réfugiés réduit les coûts et permet d'économiser sur le long terme ? Selon l'auteur, la réponse ne semble pas si évidente.

3^{ème} engagement

Accroître les programmes de protection sociale, renforcer les systèmes nationaux et locaux ainsi que les mécanismes d'adaptation afin de développer la résilience dans les contextes fragiles.

L'idée de renforcer les programmes de protection sociale et de fournir une assistance sous forme d'espèce ou de bons monétaires n'est pas nouvelle. De nombreux exemples montrent une utilisation bénéfique lors de programmes humanitaires ces dernières années. Le cadre d'action de Sendai soulignait aussi l'importance de

²⁶ *Refugee Compacts: Addressing the Crisis of Protracted Displacement*, IRC, CGD, 2017

<https://www.rescue.org/sites/default/files/document/1496/refugeecompacts-report-fin-rev051617a.pdf>

²⁷ *Grand Bargain annual independent report 2018*, ODI, 2018 <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12256.pdf>

²⁸ *Forcibly displaced: Toward a development approach supporting refugees, the Internally displaced and their hosts*, WB, 2017

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25016/9781464809385.pdf?sequence=11&isAllowed=y>

²⁹ *Emergency humanitarian response to longer-term development in refugee crises*, IDS, 2017

<https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13102/141%20Emergency%20humanitarian%20response%20and%20development.pdf?sequence=134&isAllowed=y>

promouvoir le développement de filets de protection sociale comme mesures de réduction des risques de désastres.

La Banque Mondiale et l'Organisation internationale du travail s'associent pour promouvoir une protection sociale universelle. Les gouvernements nationaux, avec leur partenaires de développement, mettent en place des systèmes de protection sociale qui s'attaquent aux chocs à court terme aussi bien qu'à long terme. Par exemple, depuis 2014, la Banque Mondiale a mis en place le programme de protection sociale adaptative au Sahel qui a pour objectif d'accroître l'accès des populations pauvres et vulnérables à des systèmes de protection sociale adaptative et ainsi aider la population à renforcer sa résilience³⁰.

Cependant, cette forme d'aide est devenue récemment une priorité centrale, et les engagements se sont renforcés depuis 2015 et 2016, particulièrement à travers le Grand Bargain. Ces engagements se sont construits sur des analyses développées les années précédentes dont les *10 principes communs de l'assistance en espèces pour répondre aux besoins humanitaires de multiples façons*³¹ adoptés en 2015 par le Conseil de l'Union européenne ou le rapport d'ODI *Doing cash differently*³². En 2016, le IASC a également chargé la Banque Mondiale d'écrire une note stratégique sur l'utilisation des transferts monétaires en contextes humanitaires dans lequel il est aussi question des approches communes³³.

De nombreuses analyses et études de cas ont été publiées sur la question des programmes monétaires et des implications pour les humanitaires et le développement. Nombre d'entre elles sont résumées dans le rapport du CALP *The State of the World's Cash Report*³⁴. Ce rapport présente les progrès réalisés depuis les engagements pris avec le Grand Bargain, analyse les volumes de l'aide délivrés en espèce et en coupons monétaires, identifie les organisations qui ouvrent la voie dans ce secteur, et pourquoi. Il revient sur les obstacles et sur les éléments qui pourraient amener plus de progrès. Les programmes de transferts monétaires ont été identifiés comme un élément pouvant favoriser la réalisation des Objectifs du développement durable et du New Way of Working des Nations unies, ainsi que le renforcement des systèmes de protection sociale. Il s'agit donc bien d'un moyen essentiel d'établir des liens entre humanitaire et développement et cela a donc été associé à d'autres réformes telles que la révolution numérique, l'évolution des mécanismes de coordination, le renforcement des capacités locales, de la redevabilité envers les populations affectées, et de l'amélioration du suivi et de la communication des résultats.

Parmi les actions prioritaires, il est recommandé de renforcer les liens entre les programmes humanitaires et les initiatives des États et de développement : cela inclut la possibilité de rattacher l'aide humanitaire à court terme aux systèmes de protection sociale, à des programmes associés et à l'infrastructure financière du secteur privé par exemple (action prioritaire 5.3).

Renforcer la résilience des populations vulnérables et réduire ainsi leur exposition et leur vulnérabilité aux désastres contribue à la lutte contre la pauvreté telle que le préconise l'Objectif numéro 1 des ODD. Depuis 2014, le programme BRACED³⁵ (« Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters »), financé par DFID, a été conçu pour s'attaquer à cette combinaison de pauvreté, insécurité, vulnérabilités face aux

³⁰ Programme de protection sociale adaptative au Sahel, Banque mondiale, 2018

<http://documents.worldbank.org/curated/en/770531524555807930/pdf/125637-WP-20-4-2018-21-33-32-ASPPprogramnotefrench.pdf>

³¹ 10 common principles for multi-purpose cash-based assistance to respond to humanitarian needs, EU, 2015

http://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/concept_paper_common_top_line_principles_en.pdf

³² Doing cash differently: How cash transfers can transform humanitarian aid, ODI, CGD, 2015 <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9828.pdf>

³³ Cash Transfers in Humanitarian Contexts, WB, 2016

<http://www.cashlearning.org/downloads/humanitarian-cash-transfers-final-copy-edited.pdf>

³⁴ The State of World's Cash Report, CaLP, 2018 ; <http://www.cashlearning.org/downloads/calp-sowc-report-web.pdf>

³⁵ <http://www.braced.org/>

catastrophes climatiques dans 13 pays. De nombreux travaux, recherches, évaluations, études de cas, ont été publiés dans ce cadre. Ils montrent des stratégies d'adaptation, de réduction des risques de désastres, de renforcement des capacités pour répondre aux catastrophes liées au climat. Ce programme continue d'autant plus depuis les engagements du Grand Bargain.

Par exemple, l'étude *How can social protection build resilience? Insights from Ethiopia, Kenya and Uganda*³⁶ présente une synthèse des travaux de recherche effectués en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda sur la contribution des programmes de protection sociale à l'adaptation des populations aux chocs et aux tensions liées au changement climatique. Les auteurs montrent comment la protection sociale augmente la résilience des plus vulnérables, les aide à absorber les impacts négatifs des chocs climatiques, à les anticiper et à s'adapter. Cette analyse nous invite également à élargir notre compréhension des politiques et des programmes de résilience afin d'intégrer une vision plus holistique des problématiques de vulnérabilité.

L'approche de la FAO, en matière de résilience, s'aligne sur l'Agenda 2030 et les engagements pris au Sommet humanitaire mondial. Le rapport *Social protection and resilience*³⁷ s'intéresse aux systèmes de protection sociale en contexte humanitaire, à l'influence qu'ils peuvent avoir sur les capacités des ménages à répondre aux chocs et à les supporter. L'étude se concentre particulièrement sur les crises prolongées, les contextes de déplacements massifs et forcés, ou lorsque les moyens de répondre aux besoins sont limités. Ils s'appuient sur une revue du travail effectué par la FAO en contextes de développement et humanitaire. Le rapport présente différentes entrées opérationnelles afin de permettre aux programmes de protection sociale d'améliorer les capacités de gestion de crise. La FAO entend contribuer à combler le fossé entre les approches humanitaires et de développement.

Un an après le Sommet humanitaire mondial, s'est tenu le premier Forum mondial sur le cash. Les enjeux et les nouveaux développements ont été présentés, dont l'importance toujours soulignée d'une meilleure coordination entre humanitaire et développement. Les bailleurs et les agences onusiennes ont réaffirmé leurs intentions d'honorer les engagements pris à travers le Grand Bargain. Le rapport *Global Cash Forum : The Cash Reform in Action* reprenant les discussions de ce forum permet de situer les approches des différents bailleurs et acteurs du secteur³⁸.

L'ONG Mercy Corps, à travers le programme PRIME, s'est engagée dans un travail qui combine un programme de développement dans la région Somali en Éthiopie, une région souvent affectée par de sévères sécheresses, à une approche urgente de réponse à une crise qui inclut du relèvement économique. L'étude *Enhancing Resilience to Severe Drought : What Works ?*³⁹ montre que construire une véritable résilience à de futures catastrophes implique de dépasser la frontière de l'assistance d'urgence à court-terme et de l'aide au développement à long terme.

³⁶ *How can social protection build resilience? Insights from Ethiopia, Kenya and Uganda*, M. Ulrichs, R. Slater, Braced, ODI, 2016
<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11123.pdf>

³⁷ *Social protection and resilience: Supporting livelihoods in protracted crises and in fragile and humanitarian contexts*, N. Winder Rossi & al., FAO, IDS, 2017 <http://www.fao.org/3/a-i7606e.pdf>

³⁸ *Global Cash Forum, The Cash Reform in Action, The CaLP*, 2017
<http://www.cashlearning.org/downloads/gcf-final-report-august-2017-1.pdf>

³⁹ *Enhancing Resilience to Severe Drought: What works? Evidence from Mercy Corps' PRIME Program in the Somali Region of Ethiopia*, Mercy Corps, 2017 https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps_PRIMEandDroughtResilience_2017_FullReport.pdf

4^{ème} engagement

Effectuer une analyse conjointe des risques et de la vulnérabilité, ainsi qu'une planification pluriannuelle lorsque cela est possible et pertinent, avec une coordination nationale, régionale et locale afin de réaliser une vision commune des résultats. Cette vision commune des résultats sera élaborée sur la base d'une analyse des risques partagés entre les communautés humanitaires, de développement, de stabilisation et de consolidation de la paix.

L'existence des conflits violents est clairement identifiée comme l'un des grands obstacles pour l'atteinte des Objectifs du développement durable d'ici à 2030. Ces dernières années, ces conflits sont plus complexes et plus longs et sont liés à des défis mondiaux multiples. En 2016, avec l'adoption de la *Déclaration de Stockholm*⁴⁰, les membres du Dialogue International pour la Construction de l'État et de la Paix, se sont engagés à dépasser ces frontières afin de mettre en œuvre l'Agenda 2030 dans les contextes fragiles et affectés par des crises.

Ainsi, prévenir la fragilité et les conflits est essentiel pour réduire la pauvreté. C'est à travers cette réflexion qu'est née, en 2016, une collaboration entre les Nations unies et la Banque Mondiale pour proposer des idées sur la façon dont les approches de développement peuvent interagir avec d'autres outils pour prévenir les conflits violents. L'étude *Pathways for Peace*⁴¹ est le résultat de ce travail. Elle montre, à travers des exemples concrets, que la prévention fonctionne. Elle décrit l'expérience d'acteurs nationaux dans trois domaines clés : élaborer des incitations pour les acteurs de paix, réformer les institutions pour promouvoir l'inclusion et répondre aux facteurs structurels qui alimentent les doléances. L'étude suggère également qu'une stratégie de prévention efficace est une entreprise collective, dirigée par les acteurs nationaux et locaux et soutenue aux niveaux international et régional. Évidemment, cela pose de nouveaux défis aux acteurs du développement, de la sécurité, de l'humanitaire et du politique. Des recommandations sont faites à l'égard de tous ces acteurs.

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE, le CAD, a mis en place le réseau international sur les conflits et fragilités, l'International Network on Conflict and Fragility (INCAF). Le réseau travaille avec différents acteurs, organisations de la société civile, organisations internationales, gouvernements des pays fragiles. Il s'est engagé à surmonter les blocages pour aller vers plus de cohérence d'actions dans le nexus humanitaire-développement-paix en contextes fragiles. À travers une communication⁴², l'INCAF a d'ailleurs adhéré aux messages du rapport *Pathways for Peace*. Il encourage les analyses conjointes multi-acteurs qui peuvent jouer un rôle important dans la prévention des crises, particulièrement quand elles sont complétées par des mécanismes efficaces d'alerte précoce.

Les Nations unies et la Banque Mondiale se sont également rejoints sur « l'Initiative Humanitaire-Développement Paix (HDPI) »⁴³ à travers laquelle ils souhaitent trouver ensemble de nouvelles façons de travailler sur ce nexus dans les pays fragiles et affectés par la violence ou les conflits. Cela inclut le partage d'information, des analyses conjointes et des évaluations des besoins, ainsi que des planifications pluri-annuelles. Cette initiative, qui émane d'un engagement pris lors du Sommet humanitaire mondial, est mise en œuvre dans sept pays.

⁴⁰ *Stockholm Declaration, IDPS, 2016* http://www.pbsdialogue.org/media/filer_public/1e/23/1e237c73-5518-4a03-9a87-b1aa6d914d20/stockholm_declaration.pdf

⁴¹ *Pathways for Peace, WB, UN, 2017* <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28337/211162mm.pdf>

⁴² *INCAF response to Pathways for Peace: Inclusive approaches to preventing violent conflict, INCAF, 2017* http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/INCAF_collective_response_Pathways4Peace.pdf

⁴³ *HDPI* <http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/the-humanitarian-development-peace-initiative>

L'évaluation des besoins et des impacts de la sécheresse en Somalie, *Somalia Drought Impact & Needs Assessment*⁴⁴ (DINA), est un autre exemple de collaboration entre acteurs du développement, bailleurs, et acteurs humanitaires. En effet, ce processus a été porté par le gouvernement somalien, soutenu par la Banque Mondiale, les Nations unies et l'Union européenne. En Somalie, la famine reste un risque récurrent. Des années d'instabilité politique, d'insécurité, de sécheresse et d'insécurité alimentaire ont eu de dramatiques conséquences sur la population, les infrastructures et les services. Il en résulte une crise extrêmement complexe dans cette région de la Corne de l'Afrique, qui demande une analyse complexe pour trouver des stratégies vers le relèvement et la résilience. Tandis que les autorités somaliennes accordent la priorité à la satisfaction des besoins humanitaires urgents de la population, ils voient aussi la nécessité de fixer des objectifs de développement à moyen et long terme. Le DINA a donné lieu à un cadre de travail pour le relèvement et la résilience, le « Recovery and Resilience Framework (RRF) », qui s'inscrit dans le Plan national de développement du gouvernement (PND). Ce cadre doit aider le gouvernement somalien à rechercher des investissements publics et privés, nationaux et internationaux, et à identifier des outils de financements novateurs.

Adopté lors du Sommet humanitaire mondial, la *Promesse de Paix*⁴⁵ est une série d'engagements communs des acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix visant à la fois à fournir une assistance humanitaire, à assurer la prise en compte des conflits et les synergies dans les programmes et à s'attaquer aux causes des conflits violents. Ce document a été approuvé par 30 bailleurs et ONG, toujours avec cette idée de passer de la fourniture de l'aide à la réduction des besoins de manière durable, de renforcer la résilience et les institutions des pays en crise.

5^{ème} engagement

Encourager de nouveaux partenariats qui apportent des capacités et des ressources supplémentaires aux États touchés par la crise par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement dans le cadre de leur mandat et encourager des partenariats novateurs avec le secteur privé.

Depuis quelques années, on note une reconnaissance croissante, au sein du secteur humanitaire, de l'évolution du paysage humanitaire et des besoins qui nécessitent de nouveaux acteurs, dont ceux appartenant au secteur privé. Déjà en 2015, afin d'encourager cette coopération, le Secrétaire général des Nations unies publiait le *Guide pour la coopération entre les Nations unies et le secteur privé*⁴⁶. L'Agenda pour l'humanité, les Objectifs du Développement Durable, ainsi que plusieurs résolutions des Nations unies soulignent l'importance de travailler ensemble. Et, en effet, les partenariats ont augmenté de manière significative dans différents domaines qui incluent les nouvelles technologies, la logistique, la santé, l'éducation, le logement, l'eau, les transferts monétaires, l'appui technique pendant les crises ou même la formation de dirigeant. C'est ce que montre l'étude *The Business Case*⁴⁷, qui cherche à comprendre pourquoi et comment le secteur privé s'engage dans l'action humanitaire. En 2016, suite au Sommet humanitaire mondial, l'ONU lance le « Connecting Business initiative » (CBI) qui vise à soutenir l'engagement humanitaire des réseaux d'entreprises dans des pays qui souffrent de crises récurrentes. On peut noter aussi la « Humanitarian private sector partnership platform⁴⁸ » (HPPP) lancée la même année en Afrique de l'est par OCHA.

⁴⁴ *Somalia Drought Impact & Needs Assessment*, UNDP, 2018 <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/climate-and-disaster-resilience-/somalia-drought-impact-and-needs-assessment.html>

⁴⁵ *The Peace Promise*, WHS, 2016 <https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/THE%20PEACE%20PROMISE.pdf>

⁴⁶ *Guidelines on Cooperation between the United Nations and the Business Sector*, UN ; http://www.un.org/ar/business/pdf/Guidelines_on_UN_Business_Cooperation.pdf

⁴⁷ *The Business Case: A study of private sector engagement in humanitarian action*, OCHA, 2017 <http://www.francegenerosites.org/wp-content/uploads/2017/11/PSS-BusinessCase-FINAL.pdf>

⁴⁸ HPPP, East Africa Launch Report, WHS, 2016 http://www.regionaldss.org/sites/default/files/Final%20HPPP%20Launch%20Report_%2022%204%2016.pdf

L'étude *Private sector engagement in complex emergencies: Case studies from Yemen and southern Somalia*⁴⁹ montre comment le secteur privé local participe à la réponse à la crise au Yémen et en Somalie, en particulier les avantages et les difficultés de son implication avec le milieu humanitaire. Elle identifie d'éventuelles opportunités de collaborations entre les secteurs privé et humanitaire (international, national et local) dans le but de toujours mieux répondre aux besoins des populations affectées. Il en résulte qu'il existe un certain nombre de terrains d'entente qui peuvent aider à établir de meilleurs rapports entre les deux secteurs, l'enjeu étant d'encourager de bonnes relations afin de soutenir les objectifs humanitaires.

L'étude de MSF *Introducing « for profit » initiatives and actors in humanitarian response*⁵⁰ présente également des pratiques de partenariats entre humanitaires et secteur marchand, identifie de possibles futurs scénarios et des préoccupations concernant les pratiques et les tendances, en s'attachant principalement aux contextes d'urgence. Les implications du secteur privé peuvent inclure la gestion de formation, de la sécurité, la fourniture de services (transport, logistique, télécommunication, etc). Plus récemment, cela concerne aussi la gestion de l'eau, les transactions monétaires, et l'utilisation des nouvelles technologies, les innovations technologiques.

Comme nous l'avons vu plus haut, la Banque Mondiale est, elle, de plus en plus impliquée dans le nexus humanitaire/développement : le DARES⁵¹, « Deliver Accelerated Results Effectively and Sustainably », est un cadre de travail opérationnel pour des collaborations en contextes fragiles, de conflit et vulnérables, mis en œuvre entre le PAM, l'UNICEF, l'OMS et la Banque Mondiale et plusieurs agences onusiennes. Au Yémen, par exemple, le programme s'attache à restaurer le système de santé.

Conclusion

Le débat sur le lien urgence-développement, ancien nom du nexus humanitaire-développement a plus de 25 ans. La littérature sur le sujet est très abondante. Le rapport d'OCHA *No Time to Retreat*⁵², de novembre 2017, présente l'état de la réflexion vue des Nations unies. Le rapport indépendant d'ODI de juin 2018, déjà cité, présente les progrès réalisés pour chaque engagement du Grand Bargain depuis 2016.

Une partie nouvelle dans le débat s'est penchée sur la problématique du passage à l'humanitaire dans le cadre de programmes de développement. On notera notamment deux études récentes qui pourront être consultées : l'étude *Crisis Modifiers: a solution for a more flexible development-Humanitarian System?*⁵³ qui tire les leçons d'une expérience du projet BRACED au Sahel. Elle montre que les mandats qui régissent l'humanitaire et le développement ont été désigné, au départ, pour répondre à des besoins différents. Aujourd'hui, cette rigidité gêne le système de l'aide dans la gestion des risques et les réponses rapides aux crises. Le manque de souplesse dans la réaffectation des fonds est notamment devenu un blocage important. Cette analyse tire les leçons d'un programme innovant au Sahel conçu pour permettre une réponse rapide aux besoins humanitaires tout en incluant les problématiques de développement. Les auteurs montrent qu'il est possible de rendre le système plus flexible si cela est accompagné d'un changement profond dans la mise en place des programmes de développement.

⁴⁹ *Private sector engagement in complex emergencies: case studies from Yemen and southern Somalia*, S. El Taraboulsi-McCarthy & al., HPG, ODI, 2017 <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11354.pdf>

⁵⁰ *Introducing "for profit" initiatives and actors in humanitarian response*, E. Lucchi, MSF, 2018 https://arhp.msf.es/sites/default/files/Introducing%20for%20profit%20initiatives_Elena%20Lucchi_2018.pdf

⁵¹ DARES : <http://www.who.int/emergencies/partners/dares-operational-framework-nov17.pdf?ua=1>

⁵² *No Time to retreat*, OCHA, 2017 https://www.unocha.org/sites/unocha/files/No%20time%20to%20retreat_final_web_15%20dec_0.pdf

⁵³ *Crisis Modifiers: a solution for a more flexible development-Humanitarian System?* K. Peters, F. Pichon, BRACED, ODI, 2017 <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11861.pdf>

Enfin, l'étude *Bridging the emergency gap*⁵⁴ qui dresse le bilan d'un projet de deux ans de Médecins Sans Frontières sur les lacunes dans l'aide d'urgence, et qui a analysé ce qui fonctionne et ce qui nuit à des interventions d'urgence efficaces. En effet, il existe un consensus général sur le fait que le secteur humanitaire ne parvient pas à mettre en place des réponses rapides et adéquates dans la phase aiguë des situations d'urgence liées à un conflit. Les auteurs affirment que le rapprochement entre humanitaire et développement ne doit pas se faire au détriment des réponses d'urgence et concluent que les interventions d'urgence doivent être rétablies en tant que domaine d'intervention à part entière : pour eux, il faut cultiver l'esprit humanitaire d'organisations axées sur les situations d'urgence qui peuvent opérer dans des situations de conflit, et appuyer leurs opérations avec les ressources nécessaires.

Bibliographie

Assemblée générale des Nations unies (2016), *Déclaration de New-York pour les réfugiés et les migrants, Résolution 71/1*, New York : ONU

<http://www.unhcr.org/fr/591ae6f84>

Banque Mondiale (2018), *Programme de protection sociale adaptative au Sahel. Relever les défis du changement climatique et des risques de catastrophes pour les populations pauvres et vulnérables*, Washington : Banque Mondiale

<http://documents.worldbank.org/curated/en/770531524555807930/pdf/125637-WP-20-4-2018-21-33-32-ASPPprogramnotefrench.pdf>

Bennett, C., Foley, M., Pantuliano, S. (2016) *Time to let go: Remaking humanitarian action for the modern era*, Londres : Humanitarian Policy Group, ODI

<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10422.pdf>

Center for Global Development, International Rescue Committee (2017), *Refugee Compacts: Addressing the Crisis of Protracted Displacement*, New-York: IRC, Washington: CGD

<https://www.rescue.org/sites/default/files/document/1496/refugeecompacts-report-fin-rev051617a.pdf>

De Castellarnau, Monica, Stoianova, Velina (2018), *Bridging the emergency gap: Reflections and a call for action after a two-year exploration of emergency response in acute conflicts*, Emergency Gap Project, Barcelone : Médecins Sans Frontières

https://arhp.msf.es/sites/default/files/BRIDGING-THE-EMERGENCY-GAP-FULL-REPORT.pdf?utm_campaign=7852222&utm_content=38489346269&utm_medium=email&utm_source=Emailvision

DuBois, Marc (2016), *The cost of coherence*, Emergency Gap Series 04, Barcelona: Médecins Sans Frontières

<https://arhp.msf.es/emergency-gap-papers-aid-environment/emergency-gap-cost-coherence>

El Taraboulsi-McCarthy, S., Majid, N., Willitts-King, B. (2017), *Private sector engagement in complex emergencies: case studies from Yemen and southern Somalia*, HPG Report, London: HPG, ODI

<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11354.pdf>

⁵⁴ *Bridging the emergency gap*, M. de Castellarnau, V. Stoianova, MSF, 2018
https://arhp.msf.es/sites/default/files/BRIDGING-THE-EMERGENCY-GAP-FULL-REPORT.pdf?utm_campaign=7852222&utm_content=38489346269&utm_medium=email&utm_source=Emailvision

- European Union (2015), *10 common principles for multi-purpose cash-based assistance to respond to humanitarian needs*, Brussels: EU
http://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/concept_paper_common_top_line_principles_en.pdf
- Gomez, O. A., Kawaguchi, C. (2016), *The Continuum of Humanitarian Crises Management: Multiple Approaches and the challenge of Convergence*, JICA-RI Working Paper N° 136, Tokyo: JICA Research Institute
https://www.jica.go.jp/jica-ri/publication/workingpaper/l75nbg000002bg54-att/JICA-RI_WP_No_136.pdf
- Grünewald, F., Pirotte, C. (2000), *Entre urgence et développement*, Paris : Karthala
<https://www.urd.org/Entre-Urgence-et-Developpement>
- Humanitarian Private Sector Partnership Platform (2016), *HPPP, East Africa Launch Report Nairobi, 8 March 2016*, HPPP, WHS
http://www.regionaldss.org/sites/default/files/Final%20HPPP%20Launch%20Report_%2022%204%2016.pdf
- IASC (2018) *IASC Task Team on Strengthening the Humanitarian Development Nexus in Protracted Settings, Progress Report: Q2/2016 – Q4/2017*, Genève: IASC
https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hnd_tt_status_report_for_the_wg.pdf
- ICVA (2017), *The Grand Bargain Explained: An ICVA Briefing Paper*, Geneva: International Council of Voluntary Agencies
https://www.icvanetwork.org/system/files/versions/Grand_Bargain_Explained_ICVAbriefingpaper.pdf
- International Dialogue on Peacebuilding & Statebuilding (2016) *Stockholm Declaration: Addressing fragility and Building Peace in a Changing World*, Fifth Global Meeting 5 April 2016, Stockholm, Sweden, Stockholm: IDPS
http://www.pbsbdialogue.org/media/filer_public/1e/23/1e237c73-5518-4a03-9a87-b1aa6d914d20/stockholm_declaration.pdf
- International Rescue Committee (2018), *From Response to Resilience. Working with Cities and City Plans to Address Urban Displacement: Lessons from Amman and Kampala*, London: IRC
<https://www.rescue.org/sites/default/files/document/2424/fromresponsetoresiliencefinalweb.pdf>
- Kälin, W., Chapuisat, H. E. (2017), *Breaking the Impasse: Reducing protracted internal displacement as a collective outcome*, OCHA Policy and Studies series, New York: OCHA
<http://earlyrecovery.global/sites/default/files/case-studies/documents/breaking-the-impasse.pdf>
- Lucchi, Elena (2018), *Introducing “for profit” initiatives and actors in humanitarian response, Preliminary analysis of facts, trends & concerns*, The Centre for Applied Reflection on Humanitarian Practice , Barcelona : Médecins Sans Frontières
https://arhp.msf.es/sites/default/files/Introducing%20for%20profit%20initiatives_Elena%20Lucchi_2018.pdf
- Metcalf-Hough, V., Poole, L. & al. (2018), *Grand Bargain annual independent report 2018*, HPG Commissioned Report, Londres: HPG, ODI
<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12256.pdf>
- Peters, K., Pichon, F. (2017), *Crisis Modifiers: a solution for a more flexible development-Humanitarian System? Evaluative learning for resilience. Lessons from the BRACED experience in the Sahel*, London: BRACED, ODI
<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11861.pdf>

- OECD (2017), *Humanitarian Development Coherence*, Paris: OECD
<http://www.oecd.org/development/humanitarian-donors/docs/COHERENCE-OECD-Guideline.pdf>
- OCHA (2017), *No Time to Retreat: First annual synthesis report on progress since the World Humanitarian Summit*, New York: OCHA
https://www.unocha.org/sites/unocha/files/No%20time%20to%20retreat_final_web_15%20dec_0.pdf
- OCHA (2017), *The Business Case: A study of private sector engagement in humanitarian action*, New York: OCHA
<http://www.francegenerosites.org/wp-content/uploads/2017/11/PSS-BusinessCase-FINAL.pdf>
- OCHA (2017), *West and Central Africa Regional Policy Dialogue. The New Way of Working: from delivering aid to ending need*, OCHA Policy Dialogue Series, Dakar: OCHA
https://www.unocha.org/sites/unocha/files/2017_Dakar_NWOW_Workshop_Outcome_Document.pdf
- OCHA (2016), *New way of working*, OCHA Policy Development and Studies Branch (PDSB), New York: OCHA
https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/New%20Way%20of%20Working%20booklet_0.pdf
- OCHA, UNDP, UNHCR, UNICEF, WFP, World Bank, CIC (2016), *After the World Humanitarian Summit: Better Humanitarian-Development Cooperation for Sustainable Results on the Ground*, New York: CIC
https://cic.nyu.edu/sites/default/files/final_whs_hdag_thinkpiece_june_14_2016.pdf
- Overseas Development Institute, Center for Global Development (2015), *Doing cash differently: How cash transfers can transform humanitarian aid*, Report of the High Level Panel on Humanitarian Cash Transfers, London: ODI
<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9828.pdf>
- Sagara, B., Hudner, D. (2017) *Enhancing Resilience to Severe Drought: What works? Evidence from Mercy Corps' PRIME Program in the Somali Region of Ethiopia*, Portland, OR: Mercy Corps
https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps_PRIMEandDroughtResilience_2017_FullReport.pdf
- Steets, J. & al. (2010) *Évaluation de l'Approche Cluster 2*, Rapport de synthèse, Groupe URD, GPPI
https://www.urd.org/IMG/pdf/GPPI-URD_Synthese_FR.pdf
- The Cash Learning Partnership (2017), *Global Cash Forum, The Cash Reform in Action*, CaLP
<http://www.cashlearning.org/downloads/gcf-final-report-august-2017-1.pdf>
- The Cash Learning Partnership, Accenture (2018), *The State of the World's Cash Report: Cash transfer programming in humanitarian aid*, CaLP
<http://www.cashlearning.org/downloads/calp-sowc-report-web.pdf>
- The DAC International Network on Conflict and Fragility (INCAF) (2017) *INCAF response to Pathways for Peace: Inclusive approaches to preventing violent conflict*, Paris: OECD
http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/INCAF_collective_response_Pathways4Peace.pdf
- Thompson, Stephen (2017), *Emergency humanitarian response to longer-term development in refugee crises*, Helpdesk Report, K4D, London: Institute of Development Studies
<https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13102/141%20Emergency%20humanitarian%20response%20and%20development.pdf?sequence=134&isAllowed=y>

- Ulrichs, M., Slater, R. (2016) *How can social protection build resilience? Insights from Ethiopia, Kenya and Uganda*, Working Paper, Braced, London: ODI
<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11123.pdf>
- UNDP (2018) *Somalia Drought Impact & Needs Assessment (DINA)*, UNDP
<http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/climate-and-disaster-resilience-/somalia-drought-impact-and-needs-assessment.html>
- UNHCR (2017), *Vers l'élaboration d'un Pacte mondial sur les réfugiés: Feuille de route*, Genève : UNHCR
<http://www.unhcr.org/fr/591ae7ab4>
- UNISDR (2015) *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015- 2030*, Genève : UNISDR
https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf
- United Nations, World Bank (2017), *United Nations-World Bank Partnership Framework for Crisis-Affected Situations*, Washington: UN, BM
https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2018/May/un-wb_partnership_framework_for_crisis-affected_situations_signed_22_april_2017.pdf
- UN Secretary-General (2016), *One Humanity: Shared Responsibility, Report of the United Nations Secretary-General for the World Humanitarian Summit*, New York: UN
<https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/Secretary-General%27s%20Report%20for%20WHS.pdf>
- United Nations (2006), *Delivering as One, Report of the Secretary-General's High-Level Panel*, New York: UN
<http://www.un.org/events/panel/resources/pdfs/HLP-SWC-FinalReport.pdf>
- UN, *Guidelines on Cooperation between the United Nations and the Business Sector*, New York: UN
http://www.un.org/ar/business/pdf/Guidelines_on_UN_Business_Cooperation.pdf
- Winder Rossi, N., Spano, F., Sabates-Wheeler, R., Kohnstamm, S. (2017), *Social protection and resilience: Supporting livelihoods in protracted crises and in fragile and humanitarian contexts*, Rome: FAO, IDS
<http://www.fao.org/3/a-i7606e.pdf>
- WFP, UNICEF, World Bank (2017), *DARES (Deliver Accelerated Results Effectively and Sustainably) – Operational Framework to Guide Collaboration in Fragile, Conflict and Vulnerable Settings, with WFP, UNICEF and World Bank*, WHO
<http://www.who.int/emergencies/partners/dares-operational-framework-nov17.pdf?ua=1>
- World Bank (2017), *Forcibly displaced: Toward a development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced and Their Hosts*, Washington, D.C.: The World Bank Group
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25016/9781464809385.pdf?sequence=11&isAllo wed=y>
- World Bank, United Nations (2017) *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. Main Messages and Emerging Policy Directions*, Washington: BM, New York: UN
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28337/211162mm.pdf>
- World Bank, DFID, UNHCR (2016), *Forum on new approaches to protracted forced displacement, Monday 4 – Wednesday 6 April 2016*, Wilton Park

<https://www.wiltonpark.org.uk/wp-content/uploads/WP1461-Report-1.pdf>

World Bank (2016), *Cash Transfers in Humanitarian Contexts*, Strategic Note, Washington: World Bank
<http://www.cashlearning.org/downloads/humanitariancashtransfersfinalcopyedited.pdf>

World Humanitarian Summit (2017), *WHS High-level Anniversary event: Advancing the New Way of Working*, Istanbul, Turkey
<https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2017/Jul/20170712%20WHS%20Anniversary%20Event%20New%20Way%20of%20Working%20report.pdf>

World Humanitarian Summit (2016), *The Grand Bargain – A Shared Commitment to Better Serve People in Need*, Istanbul, Turkey
https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2018/Jan/Grand_Bargain_final_22_May_FINAL-2.pdf

World Humanitarian Summit (2016), *Transcending humanitarian-development divides. Changing People's Lives: From Delivering Aid to Ending Need*, Istanbul
https://interagencystandingcommittee.org/system/files/whs_commitment_to_action_-_transcending_humanitarian-development_divides_0.pdf

World Humanitarian Summit (2016), *Commitments to Action*, Istanbul
https://agendaforhumanity.org/sites/default/files/resources/2017/Jul/WHS_commitment_to_Action_8September2016.pdf

World Humanitarian Summit (2016), *The Peace Promise. Commitments to more effective synergies among peace, humanitarian and development actions in complex humanitarian situations*
<https://www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/THE%20PEACE%20PROMISE.pdf>



URGENCE . REHABILITATION . DÉVELOPPEMENT

La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

SUIVEZ-NOUS SUR



urd@urd.org

www.urd.org